



Mission régionale d'autorité environnementale

OCCITANIE

Inspection générale de l'environnement
et du développement durable

**Décision de dispense d'évaluation environnementale,
après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-18 du Code de l'environnement,
sur le zonage d'assainissement de la commune de
Camplong-d'Aude (Aude)**

N°saisine : 017964/KK PP

Date : 3 juillet 2026

La mission régionale d'Autorité environnementale de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (MRAe), en tant qu'autorité administrative compétente en matière d'environnement en application de l'article R. 122-6 du Code de l'environnement ;

Vu la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 du parlement européen relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 II et R. 122-18 ;

Vu l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le décret n°2022-1165 du 20 août 2022 portant création et organisation de l'inspection générale de l'environnement et du développement durable ;

Vu les arrêtés ministériels du 19 juillet 2023, 4 septembre 2023, 20 décembre 2023, 29 août 2024, 25 novembre 2024, et 3 septembre 2025 portant nomination des membres des missions régionales d'autorité environnementale (MRAe) ;

Vu le règlement intérieur de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie adopté le 29 septembre 2022, et notamment son article 8 ;

Vu la décision de la mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Occitanie en date du 1^{er} juillet 2026, portant délégation pour prendre les décisions faisant suite à une demande de cas par cas ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative au dossier suivant :

- **n°017964/KK PP ;**
- **zonage d'assainissement de la commune de Camplong-d'Aude (Aude) ;**
- **déposée par la communauté de communes Région Lézignanaise Corbières Minervois ;**
- **reçue le 11 mai 2026 ;**

Vu la consultation de l'agence régionale de santé en date du 09 juin 2026 ;

Vu la consultation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude en date du 09 juin 2026 ;

Considérant que le zonage d'assainissement des eaux usées relève de la rubrique 4° du tableau du II de l'article R. 122-17 du Code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les zones mentionnées aux 1° à 4° de l'article L. 2224-10 du Code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la communauté de communes Région Lézignanaise Corbières Minervois engage la mise à jour du zonage d'assainissement de la commune de Camplong-d'Aude suite à la révision de son schéma directeur d'assainissement communal (SDA) et prévoit :

- le maintien des zones raccordées à la station d'épuration communale au sein du zonage collectif ;

- l’extension du zonage d’assainissement collectif du village à 10 des 21 futurs logements supplémentaires situées dans la zone urbaine constituée de la commune ou en continuité immédiate avec celle-ci ;
- le maintien du reste de la commune ainsi que l’ajout de onze logements supplémentaires en assainissement non collectif (ANC) ;

Considérant que selon le SDA, la population de la commune représente 373 équivalents habitants permanents et atteint 578 équivalents habitants en haute saison ;

Considérant que le projet de carte communale prévoit d’ici 2035 la production d’environ 21 logements représentant 45 à 50 habitants ;

Considérant que ce dernier projet a fait l’objet d’un avis de la MRAe¹ en date du 20 mai 2025 suite à son avis conforme du 27 janvier 2025 soumettant le projet à évaluation environnementale dans le cadre d’un examen au cas par cas ;

Considérant que la MRAe a notamment relevé que le projet de révision de la carte communale n’était pas compatible avec les capacités épuratoires du système d’assainissement, et nécessitait la mise en œuvre préalable de travaux sur le système d’assainissement communal ;

Considérant que l’assainissement collectif de la commune est assuré par une station d’épuration (STEP) de type filtre planté de roseaux, mise en service en 1972 pour la filière eau et en 2017 pour la filière boues, d’une capacité nominale de 500 équivalents-habitants (EH) et présentant des résultats épuratoires non conformes aux exigences réglementaires ;

Considérant que pour remédier aux dysfonctionnements actuels, il est prévu la construction d’une station d’épuration de type filtre planté de roseaux d’une capacité de 500 EH, et la réalisation de travaux visant la réhabilitation de l’ensemble du réseau d’assainissement et destinés à réduire l’entrée d’eaux claires parasites (permanentes et météoriques), ainsi que le renouvellement de réseau ou de regards ;

Considérant que 32 logements disposent d’un assainissement non collectif (ANC) ;

Considérant que conformément au règlement du service public d’assainissement non collectif (SPANC) en vigueur, les nouvelles installations d’ANC seront étudiées et validées par le SPANC ;

Considérant qu’au regard de l’ensemble des éléments fournis et des connaissances disponibles à ce stade, le projet de zonage d’assainissement de la commune de Camplong-d’Aude (Aude) limite les probabilités d’incidences sur la santé et l’environnement au sens de l’annexe II de la directive 2001/42/CE susvisée ;

¹ <https://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-rendus-sur-plans-et-programmes-de-la-mrae-a1466.html>

Décide

Article 1^{er}

Le projet de zonage d'assainissement de la commune de Camplong-d'Aude (Aude), objet de la demande n°017964/KK PP, n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision sera publiée sur le portail de l'autorité environnementale : <https://evaluation-environnementale.ecologie.gouv.fr>.

Fait à Montpellier, le 03/07/2026
Pour la Mission Régionale d'Autorité environnementale,
par délégation

Signé

Stéphane PELAT
Membre de la MRAe

Voies et délais de recours contre une décision dispensant la réalisation d'une évaluation environnementale

Recours gracieux : (Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)
par courrier adressé à :

Le président de la MRAe Occitanie
DREAL Occitanie
Direction énergie connaissance - Département Autorité environnementale
1 place Emile Blouin - CS 10008
31 952 Toulouse Cedex 9

Conformément à l'avis du Conseil d'État n°395 916 du 06 avril 2016, une décision de dispense d'évaluation environnementale d'un plan, schéma, programme ou autre document de planification n'est pas un acte faisant grief susceptible d'être déféré au juge de l'excès de pouvoir. Elle peut en revanche être contestée à l'occasion de l'exercice d'un recours contre la décision approuvant le plan, schéma, programme ou autre document de planification.